

Retour gagnant pour l'expérimentation "Territoires zéro chômeur"

Cette expérimentation est particulièrement utile pour les populations éloignées de l'emploi, témoignent plusieurs communes françaises. Un constat que confirme la note d'étape publiée par France Stratégie.



À Lodève (Hérault), l'entreprise à but d'emploi (EBE) L'Abeille Verte a embauché 167 personnes en deux ans pour différentes activités, comme du compostage, du maraîchage bio ou de l'herboristerie. (Crédits : EBE L'Abeille Verte)

C'est l'un des rares dispositifs de soutien à l'emploi qui devrait résister au couperet du budget 2025. Alors que le gouvernement prévoit la suppression des emplois francs dans les quartiers prioritaires et un sévère rabet aux aides à l'apprentissage, le dispositif Territoires zéro chômeur de longue durée (TZCLD) conserve le soutien de l'État.

Dans son discours de politique générale le 1^{er} octobre, le Premier ministre Michel Barnier l'a classé parmi les politiques « qui donnent des résultats et doivent être encouragées ».

(<https://www.latribune.fr/entreprises-finance/industrie/agroalimentaire-biens-deconsommationluxe/rungis-reduire-les-aides-a-l-apprentissage-ce-n-est-pas-preparer-lavenir-1008282.html>)

Lire aussi Zéro chômeur de longue durée : quel bilan pour Jouques, premier territoire labellisé en région ? (2/2)

Prolongée en 2021 pour une deuxième phase de cinq ans, l'expérimentation vise à résorber le chômage de longue durée sur des territoires volontaires. Pour ce faire, elle propose aux personnes privées durablement d'emploi des embauches en CDI au sein d'Entreprises à But d'Emploi (EBE). Déployée depuis 2016, la démarche a embarqué 75 territoires. Une vingtaine est en cours d'instruction.

Le rapport final d'évaluation est prévu pour l'été 2025. Une note d'étape publiée par France Stratégie souligne d'ores et déjà les effets du dispositif sur les 57 premiers territoires.

(<https://region-sud.latribune.fr/economie/2022-09-23/zerochomeurde-longue-duree-quel-bilan-pour-jouques-premier-territoire-labellise-en-region-2-2-933902.html>)

Moins de recours au RSA

Les salariés embauchés dans les EBE sont souvent âgés (41% ont plus de 50 ans). 60% n'ont pas le baccalauréat. L'expérimentation leur permet un meilleur retour à l'emploi.

La commune de Jouques en est témoin : située dans l'arrière-pays d'Aix-en-Provence, cette ville rurale de 4.500 âmes fait partie de la première salve des territoires zéro chômeur de longue durée. Le dispositif a bénéficié à 91 personnes, dont 51 salariés actuellement en CDI au sein de l'EBE Elan Jouques. Parmi elles, beaucoup de profils seniors. Elan Jouques recense par ailleurs 40 sorties du dispositif (emploi, formation, création d'activité ou suivi d'un conjoint).

« Pour ceux qui sont partis, l'EBE a été mobilisatrice, observe Ludwig Rouault, directeur d'Elan Jouques. Et pour ceux qui restent, l'apport principal du dispositif est d'avoir bien sûr un emploi. Ce qui implique d'accéder à un logement quand certains étaient jusque-là hébergés en foyer ou en colocation. Ils peuvent consommer dans leur commune et participer à la vie du territoire. »

De quoi retrouver une forme de dignité essentielle. Dignité qui se manifeste également dans le regard des autres habitants, observe le maire, Eric Garcin, élu en 2020.

« Les personnes ne sont plus identifiées comme des cas sociaux, fait-il valoir. Elles ont un travail, un salaire. Elles se lèvent le matin et ont une mission à accomplir. Et cela a un impact sur leur santé, mentale et physique ».

Effet de ruissellement

A Lodève, dans l'Hérault, l'EBE L'Abeille Verte a embauché 167 personnes de 21 nationalités (14,3% de personnes en situation de handicap), sur un objectif initial de 250 emplois d'ici 2026.

« A ce jour, 150 personnes attendent de pouvoir y entrer, indique Samuel Truscott, son directeur général. Il faut encore beaucoup expliquer de quelle façon nous soutenons l'économie locale, mais nous sommes devenus la plus grande entreprise de Lodève. Un travail commence à se faire avec d'autres entreprises du territoire qui pourraient recruter ces personnes. Le dispositif redonne des perspectives aux personnes, et en ville, nous remarquons davantage de consommateurs aux terrasses ou dans les restaurants. Quant aux personnes qui quittent le dispositif, elles repartent mieux armées. »

Même effet à Castillon-la-Bataille, en Gironde. Au total, 60 emplois ont été créés par l'EBE et 20 supplémentaires dans les entreprises locales. Résultat, le taux de chômage est passé de 27% à près de 20%. La moitié de l'objectif est atteint, selon la commune, très proactive sur le sujet depuis 2017.

« Les personnes se redressent, reprennent confiance, se réjouit Valentin Loevenbruck, directeur de l'EBE. Notre challenge est de concrétiser les partenariats avec d'autres entreprises du territoire. »

Pour mesurer plus amplement l'intérêt économique du dispositif, il est pertinent d'élargir la focale. Et de s'intéresser aux dépenses évitées par ailleurs : « Des gens qui se soignaient grâce à la CMU [couverture maladie universelle, désormais appelée complémentaire santé solidaire, ndlr] ont désormais une mutuelle » pointe par exemple Ludwig Rouault à Jouques.

Dispositif positif, oui mais...

Si le bilan humain est très positif, qu'en est-il du bilan économique ? « Sans le financement de l'État qui représente 70% de notre budget, ce projet ne pourrait pas exister », admet Ludwig Rouault. Du fait de l'obligation de proposer des activités non concurrentielles pour les entreprises locales et d'embaucher toute personne éligible et motivée quelles que soient ses compétences, l'EBE ne joue pas avec les mêmes règles que les autres entreprises.

Autre point, « à cause de la hausse des charges qui concerne toutes nos dépenses, nous devrions être un peu déficitaires en 2024 et pour éviter cela, il aurait fallu développer nos activités mais la règle de non-concurrence restreint nos possibilités ».

Première commune du Centre-Val-de-Loire labellisée, Bléré, située près du château de Chenonceau, affiche un optimisme raisonné (63 salariés embauchés par l'EBE La Boîte d'à côté). Pour atteindre le plein-emploi, il faudra que davantage de sociétés, de collectivités et de particuliers aient recours aux services de l'EBE.

En Gironde, on salue également l'initiative. De là à dupliquer l'expérimentation, ça coince. Le département n'a pas les finances pour soutenir d'autres territoires, alors qu'un quartier de Bordeaux a déjà été labellisé cet été et que chaque territoire lui coûte plus de 100.000 euros par an.

« Nous avons deux autres candidats, mais nous avons prononcé un moratoire », explique Sophie Piquemal, vice-présidente du Département de la Gironde, qui en appelle à une mobilisation avec les autres collectivités.

A Ergué-Gaberic, près de Quimper dans le Finistère, l'association a jeté l'éponge en avril dernier. Raisons invoquées : la difficulté à mobiliser des demandeurs d'emploi de longue durée dans la commune et l'absence de soutien de la communauté d'agglomération Quimper Bretagne occidentale. Néanmoins, en Bretagne, sept territoires zéro chômeur ont déjà été initiés.

Avec Laurence Bottero (Marseille), Cécile Chaigneau (Montpellier), Guillaume Fischer (Tours), Maëva Gardet-Pizzo (Marseille), Maxime Giraudeau (Bordeaux), Pascale Paoli Lebailly (Rennes)